

Table des matières

Introduction	7
L'acquis des « droits sociaux »	8
La montée en puissance des processus d'individualisation	11
Chapitre 1	
L'ÉMERGENCE DE LA QUESTION EN FRANCE	15
Une prise de conscience initiale au sein de la branche famille de la Sécurité sociale	16
Une question introduite par le débat sur la « nouvelle pauvreté »	19
Une mise sur l'agenda politique par les acteurs associatifs	19
Le choix politique d'une réponse indirecte	23
Le choix français de responsabiliser les individus	26
Chapitre 2	
L'ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX DANS LA POLITIQUE EUROPÉENNE POUR « L'INCLUSION SOCIALE »	33
L'affirmation du besoin d'État-providence	34
Lever en priorité les obstacles institutionnels	39
Un long processus de promotion	45
Un exercice obligé : le Plan national pour l'inclusion sociale	48
Chapitre 3	
RÉFORME DE LA PROTECTION SOCIALE ET POLITIQUE DE CIBLAGE ...	57
Un problème général de financement de la protection sociale ...	57
Le ciblage des bénéficiaires	61
Une politique à l'échelle européenne	63
Un choix de protection sociale	67
Un effet paradoxal du ciblage : la stigmatisation des bénéficiaires	72

Chapitre 4

LE NON-RECOURS AUX DROITS SOCIAUX	81
L'origine britannique de la question du <i>non-take-up</i>	82
Émergence de la question en France	86
Premières mesures du phénomène	87
Une définition qui s'enrichit	89
La problématique initiale des inégalités sociales	91
Les difficultés des personnes face au système de protection sociale	92
Un risque généralisé de non-recours	93

Chapitre 5

UN PROBLÈME POLITIQUE DE DÉSINTÉRÊT POUR L'OFFRE PUBLIQUE	99
Une nouvelle vague de travaux de recherche	99
La confirmation de dysfonctionnements organisationnels	101
Non-recours subis, non-recours volontaires	103
Le non-recours comme comportement volontaire	109
La recherche de solutions	114

Chapitre 6

« DÉCHIFFRER LE SOCIAL » POUR FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS ...	119
Un déficit d'informations sur l'accès aux droits	120
Une absence générale d'enquêtes spécifiques sur l'accès aux droits sociaux en France	121
Une exception relative : le domaine de la santé	123
Les raisons d'une impréparation des systèmes d'informations administratives	126
La méconnaissance des savoirs professionnels sur les publics	127
Cloisonnements administratifs et ruptures d'informations	133
Un partenariat associatif insuffisamment organisé	136
Conclusion	143
Bibliographie	149
Glossaire	157